



La rentrée 2011, plus que les rentrées précédentes, est une rentrée impossible.

Impossible car le compteur des suppressions d'emplois s'emballé à nouveau : **aux 50 000 suppressions depuis 2007, s'ajoute une nouvelle saignée de 16 000 emplois.** C'est une nouvelle étape dans le démantèlement du service public de l'éducation, une nouvelle réduction drastique des moyens.

Trois ans après le déclenchement d'une nouvelle crise du capitalisme et les milliards d'euros injectés par les Etats pour la sauvegarde des profits, nous vivons la deuxième étape de cette crise : celle de la dette publique. La dette a été créée et organisée pour renflouer les grandes entreprises en difficulté et est aujourd'hui la justification des plans de rigueur menés partout. Les comptes des Etats sont dans le rouge, et ce ne sont pas les banques, responsables de la crise, qui en paient la facture, mais les travailleurs. Les rabots annoncés dans les niches fiscales ne sont que des effets d'annonces, car le gouvernement, au service du patronat, refuse de prendre l'argent là où il est, c'est-à-dire dans les caisses des multinationales.

La dette est illégitime ! Nous ne paierons pas cette crise !

Nous devons dire non aux suppressions d'emplois de cette rentrée pour défendre une formation de qualité pour nos élèves. Nous devons mettre également un coup d'arrêt à l'offensive idéologique du gouvernement : dire non à la mise en place du statut ECLAIR, à la banalisation de la précarité, à l'accroissement des prérogatives des chefs d'établissements, au retour de la morale dans le 1er degré... Nous devons faire entendre notre voix, prendre le chemin de la résistance collective face à cette situation.

La CGT Éduc'Action exige :

- ▶ *Une augmentation salariale immédiate pour tous les salariés de l'Education nationale d'au moins 300 euros et pas de salaire en dessous de 1 700 € brut ;*
- ▶ *Une augmentation de 2 % de la part de PIB consacrée à l'Education ;*
- ▶ *L'arrêt des suppressions d'emplois, leur restitution et la création de postes à la hauteur des besoins sociaux ;*
- ▶ *L'arrêt du recours à la précarité et la titularisation sans concours ni condition de nationalité de tous les précaires qui le souhaitent ;*
- ▶ *L'abrogation des réformes type RGPP, LOLF, loi dite de mobilité ;*
- ▶ *L'abandon des contre réformes qui détruisent l'école publique (socle commun, livret de compétence, ECLAIR, lycée, bac pro 3 ans, l'aide personnalisée et la destruction des RASED dans le 1er degré ...) ;*
- ▶ *L'ouverture d'un débat sur une réforme du système éducatif fondée sur l'émancipation et les droits démocratiques ;*
- ▶ *Le rétablissement d'une véritable formation des enseignants, avec une reconnaissance à bac + 5 à l'issue de cette formation ;*
- ▶ *La réduction du temps de travail ;*
- ▶ *Un déroulement de carrière identique pour tous, au rythme le plus rapide, non soumis aux critères de mérite.*

La CGT Éduc'Action s'inscrit dans un mouvement alliant mobilisation interprofessionnelle et mobilisation d'ensemble dans l'Education Nationale. Elle appelle les personnels à se mobiliser dans la rue, meilleur moyen de battre les politiques libérales.

Elle appelle donc à la grève le 27 septembre 2011, dans le cadre de l'appel unitaire national dans l'Education, et se prononce pour une journée de grève interprofessionnelle le 11 octobre 2011.